

Art. 10. De Minister is belast met de toepassing van dit besluit.

Brussel, 10 juni 1991.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs, Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,
J.-P. GRAFE.

Bijlage

- **Formulier voor de verbintenis aan te gaan door de geniete van een toelage voor het aankopen van materiaal ter bevordering van de toeristische activiteiten**

De ondergetekende erkent van de Franse Gemeenschap, "Commissariat au Tourisme", de som van te hebben ontvangen als tegemoetkoming in de uitgaven voor

..... en hij bevestigt kennis te hebben genomen van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 10 juni 1991 houdende bepaling van de voorwaarden voor de toekenning van toelagen voor het aankopen van materiaal ter bevordering van de toeristische activiteiten.

Derhalve verbindt hij zich ertoe de toelage terug te betalen als de bestemming van het aangekocht materiaal niet gehandhaafd blijft tot 31 december behoudens machtiging van de Minister tot wiens bevoegdheid het toerisme behoort.

Te, op

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 10 juni 1991 houdende bepaling van de voorwaarden voor de toekenning van toelagen voor het aankopen van materiaal ter bevordering van de toeristische activiteiten.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs, Vorming, Sport, Toerisme
en Internationale Betrekkingen van de Franse Gemeenschap,

J.-P. GRAFE

F. 91 — 2161

10 JUIN 1991. — Arrêté de l'Exécutif fixant les conditions d'octroi de subventions aux attractions touristiques pour l'achat et le placement de panneaux de signalisation

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988, notamment l'article 4, 10°;

Vu l'avis du Conseil Supérieur du Tourisme, donné le 7 novembre 1990;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973 et notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois du 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence justifiée par la nécessité d'améliorer la signalisation des attractions touristiques dès la prochaine saison touristique;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 4 juin 1991;

Vu l'accord du Ministre du Budget du 10 juin 1991;

Sur proposition du Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport, du Tourisme et des Relations internationales;

Vu la délibération de l'Exécutif du 10 juin 1991,

Arrête :

Article 1er. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

1° le **Ministre** : le membre de l'Exécutif de la Communauté française qui a le tourisme dans ses attributions;

2° **attraction touristique** : tout lieu aménagé de façon permanente par une personne physique ou une personne morale, à but lucratif ou non, qui offre la possibilité, à tout public et sans réservation préalable nécessaire, de bénéficier d'une ou de plusieurs activités récréatives.

Sont cependant exclues, les activités exclusivement sportives, les spectacles et événements culturels et sportifs, les paysages, villes et sites librement accessibles ainsi que les activités accessoires proposées par une entreprise industrielle ou commerciale dont l'objet principal n'est pas le tourisme;

3° **panneaux de signalisation** : les panneaux de signalisation qui indiquent la direction à suivre pour rejoindre une attraction touristique.

Art. 2. Le Ministre peut, dans les limites des crédits inscrits au budget, accorder des subventions pour l'achat et le placement de panneaux de signalisation.

Art. 3. Peuvent bénéficier de ces subventions, pour autant qu'elles puissent prouver une activité ininterrompue depuis au moins 2 ans, les attractions touristiques qui répondent aux conditions visées à l'article 4 du présent arrêté.

Art. 4. Pour bénéficier de subventions, les attractions touristiques doivent répondre aux conditions suivantes :

1° disposer d'installations touristiques et y offrir des activités régulières au moins 4 mois par an;

2° n'utiliser le matériel subventionné qu'aux fins précisées dans la demande de subvention;

3° disposer des moyens financiers suffisants pour pouvoir procéder à l'entretien et aux réparations normales du matériel subventionné;

4° accepter le contrôle de l'utilisation du matériel subventionné par le personnel compétent du Commissariat au Tourisme.

5° s'engager à rembourser le montant de la subvention si elles cessent toute activité dans un délai de 5 ans, commençant le 1er janvier de l'année qui suit celle de l'imputation budgétaire de la subvention.

Art. 5. Les demandes de subventions sont introduites auprès du Commissaire au Tourisme par lettre recommandée.

Elles contiennent :

1° une estimation du coût d'acquisition et de placement du matériel;

2° un plan indiquant la localisation de l'attraction touristique ainsi qu'un tracé de la signalisation;

3° les autorisations d'installation des panneaux de signalisation délivrées par les autorités compétentes.

Art. 6. Peuvent seuls être subventionnés, les panneaux de signalisation, les piquets et fixations, les fondations en bloc de béton préfabriqué et le placement du matériel pour autant qu'ils soient conformes à la réglementation en vigueur.

Art. 7. La subvention s'élève à 50 % du coût de l'acquisition et du placement du matériel, la taxe sur la valeur ajoutée étant déduite, sans qu'elle puisse être supérieure à 250 000 francs.

Aucune subvention n'est accordée si le coût de l'acquisition et du placement du matériel est inférieur à 50 000 francs, la taxe sur la valeur ajoutée étant déduite.

Le montant total des subventions accordées pour une attraction touristique ne peut dépasser 250.000 francs par période de cinq ans, même s'il y a un changement de propriétaire.

A cette fin, le Commissaire au Tourisme, lorsqu'il reçoit une demande de subvention pour l'attraction touristique, détermine le montant des subventions accordées pour cette attraction touristique au cours des quatre exercices budgétaires précédant l'exercice au cours duquel la subvention demandée doit être imputée si elle est accordée.

La subvention ne peut dépasser le montant égal à la différence entre 250 000 francs et le montant déterminé conformément à l'alinéa précédent.

Art. 8. Pendant une période de 5 ans à dater du paiement de la subvention, le bénéficiaire ne peut céder le matériel subventionné. Il possède toutefois la pleine jouissance du matériel et en supporte la totalité des frais d'entretien et de réparation.

Il assume l'entière responsabilité de son utilisation et de sa conservation.

Art. 9. Les subventions octroyées ne seront liquidées qu'après l'acquisition et le placement du matériel pour lequel elles ont été octroyées et sur production des pièces de dépenses.

Art. 10. Le bénéficiaire de la subvention est tenu de souscrire un engagement conforme au modèle annexé au présent arrêté.

Art. 11. Le présent arrêté produit ses effets le jour de sa publication au *Moniteur belge*. Seules les demandes introduites après cette date bénéficieront de l'application du présent arrêté.

Art. 12. Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 10 juin 1991.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport,
du Tourisme et des Relations internationales,
J.-P. GRAFE

Annexe

Formule de l'engagement à souscrire par le bénéficiaire d'une subvention
pour l'achat et le placement de panneaux de signalisation

Le soussigné, reconnaît avoir reçu de la Communauté française, Commissariat au Tourisme, une somme de francs à titre d'intervention dans les dépenses relatives à et affirme avoir pris connaissance de toutes les dispositions de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 10 juin 1991 fixant les conditions d'octroi de subventions aux attractions touristiques pour l'achat et le placement de panneaux de signalisation.

Il s'engage dès lors à rembourser la subvention si, sauf autorisation du Ministre qui a le Tourisme dans ses attributions, l'affectation des acquisitions et leur placement ne sont pas maintenus jusqu'au 31 décembre

Fait à, le

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 10 juin 1991 fixant les conditions d'octroi de subventions aux attractions touristiques pour l'achat et le placement de panneaux de signalisation.

Par l'Exécutif de la Communauté française,

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport,
du Tourisme et des Relations internationales,
J.-P. GRAFE

VERTALING

N. 91 — 2161

10 JUNI 1991. — Besluit van de Executieve houdende bepaling van de voorwaarden voor de toekenning van toelagen aan de toeristische attractieoorden bestemd voor het aankopen en het plaatsen van aanduidingsborden

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988, inzonderheid op artikel 4, 10°;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor Toerisme van de Franse Gemeenschap, gegeven op 7 november 1990;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid de aanduiding van de toeristische attractieoorden reeds vanaf het volgende toeristisch seizoen te verbeteren;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van 4 juni 1991;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 10 juni 1991;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs, Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op de door de Executieve na de beraadslaging van 10 juni 1991 genomen beslissing,

Besluit :

Artikel 1. In de zin van dit besluit moet worden verstaan onder :

1° de Minister : het lid van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid het toerisme behoort;

2° toeristisch attractieoord : elk oord dat door een natuurlijke of rechtspersoon, al dan niet met winstoogmerk, permanent is aangelegd en waar iedereen een of meer ontspanningsactiviteiten kan ontplooiën zonder daarom verplicht te zijn op voorhand te reserveren

Zijn evenwel uitgesloten, de activiteiten die enkel en alleen met sport te maken hebben, de vertoningen alsook de culturele en sportgebeurtenissen, de landschappen, steden en uitzichten, waartoe men vrije toegang heeft alsmede de toegevoegde activiteiten, aangeboden door een nijverheids- of handelsbedrijf dat het toerisme niet als hoofddoel heeft.

3° aanduidingsborden : de aanduidingsborden die de te nemen richting aanduiden om een toeristisch attractieoord te bereiken.

Art. 2. De Minister kan, binnen de perken van de op de begroting uitgetrokken kredieten toelagen toekennen voor het aankopen en het plaatsen van aanduidingsborden.

Art. 3. Kunnen deze toelagen genieten, voor zover zij bewijs kunnen leveren van een sinds ten minste 2 jaar ononderbroken activiteit, de toeristische attractieoord die beantwoorden aan de voorwaarden bedoeld bij artikel 4 van dit besluit.

Art. 4. Om toelagen te kunnen genieten, moeten de toeristische attractieoord aan volgende voorwaarden voldoen :

1° over toeristische installaties beschikken en daar regelmatige activiteiten gedurende ten minste 4 maanden per jaar aanbieden;

2° het betoelaagd materiaal slechts gebruiken voor de doelstellingen die in de aanvraag om betoelaging werden omschreven;

3° over voldoende financiële middelen beschikken om in het onderhoud en de normale herstellingen van het betoelaagd materiaal te kunnen voorzien;

4° de controle door het bevoegd personeel van het Commissariaat voor Toerisme van de Franse Gemeenschap toelaten over het gebruik van het betoelaagd materiaal;

5° zich ertoe verbinden het bedrag van de toelage terug te betalen indien zij alle activiteiten stopzetten binnen een termijn van 5 jaar die begint te lopen vanaf 1 januari van het jaar dat volgt op het jaar van de budgettaire aanrekening van de toelage.

Art. 5. De toelageaanvragen worden bij een ter post aangetekende brief ingediend bij de Commissaris voor Toerisme.

Deze aanvragen bevatten :

1° een raming van de kosten voor het aankopen en het plaatsen van het materiaal;

2° een plan met aanduiding van de ligging van het toeristisch attractieoord alsmede een tracé van de signalisatie;

3° de vergunningen voor de installatie van de aanduidingsborden, afgeleverd door de bevoegde overheden.

Art. 6. Kunnen enkel en alleen voor een toelage in aanmerking komen, de aanduidingsborden, de piketten en vasthechtingen, de funderingen in blokken van voorafgemaakt beton en het plaatsen van het materiaal, voor zover zij met de geldende reglementering overeenkomen.

Art. 7. De toelage bedraagt 50 % van de kosten voor het aankopen en het plaatsen van het materiaal, na aftrek van de belasting over de toegevoegde waarde, zonder hoger te mogen zijn dan 250 000 F.

Geen toelage wordt toegekend indien de kosten voor het aankopen en het plaatsen van het materiaal lager zijn dan 50 000 frank, na aftrek van de belasting over de toegevoegde waarde.

Het totaal bedrag van de toelagen toegekend voor een toeristisch attractieoord mag niet hoger zijn dan 250 000 frank per periode van vijf jaar, zelfs wanneer het oord van eigenaar verandert.

Daartoe bepaalt de Commissaris voor Toerisme, wanneer hij een aanvraag om toelage ontvangt voor een toeristisch attractieoord, het bedrag van de toelagen toegekend voor dit toeristisch attractieoord in de loop van de vier begrotingsjaren die voorafgaan aan het jaar waarin de aangevraagde toelage moet worden aangerekend indien zij wordt toegekend.

De toelage mag niet hoger zijn dan het bedrag gelijk aan het verschil tussen 250 000 frank en het bedrag bepaald overeenkomstig het vorig lid.

Art. 8. Tijdens een periode van 5 jaar te rekenen vanaf de uitbetaling van de toelage, mag de gerechtigde het betoelaagd materiaal niet afstaan. Hij heeft evenwel het volle genot van het materiaal en neemt het volledig aandeel van de onderhouds- en herstellingskosten ervan op zich. Hij draagt de volle verantwoordelijkheid voor het gebruik en de bewaring ervan.

Art. 9. De toegekende toelagen worden slechts uitbetaald nadat het materiaal waarvoor zij werden toegekend is aangekocht en geplaatst en mits overlegging van de bewijsstukken voor de uitgaven.

Art. 10. De persoon die de toelage ontvangt is ertoe verplicht een verbintenis aan te gaan die de vorm heeft van het model gevoegd bij dit besluit.

Art. 11. Dit besluit heeft uitwerking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Enkel de aanvragen die na deze datum worden ingediend, genieten de toepassing van dit besluit.

Art. 12. De Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 10 juni 1991.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs, Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,
J.-P. GRAFE.

Bijlage

Formulier voor de verbintenis aan te gaan door de persoon
die een toelage kan genieten voor het aankopen en het plaatsen van aanduidingsborden

De ondergetekende
erkent van de Franse Gemeenschap, « Commissariat au Tourisme », de som van frank
te hebben ontvangen als tegemoetkoming in de uitgaven voor
en hij bevestigt kennis te hebben genomen van alle bepalingen van het besluit van de Executieve
van de Franse Gemeenschap van 10 juni 1991 houdende

Derhalve verbindt hij zich ertoe de toelage terug te betalen als de bestemming van het aangekocht
materiaal en het plaatsen ervan niet gehandhaafd blijven tot 31 december, behoudens
machtiging van de Minister tot wiens bevoegdheid het toerisme behoort.

Gedaan te, op

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van
10 juni 1991 houdende bepaling van de voorwaarden voor de toekenning van toelagen aan de
toeristische attractieoordens bestemd voor het aankopen en het plaatsen van aanduidingsborden.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs, Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,
J.-P. GRAFE

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 91 — 2162

13 MAI 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française modifiant l'arrêté royal du 17 août 1957
portant fixation des conditions de collation des diplômes d'accoucheuse, d'infirmier ou d'infirmière

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 modifiée par la loi du 8 août 1988;
Vu l'arrêté royal du 17 août 1957 portant fixation des conditions de collation des diplômes d'accoucheuse,
d'infirmier ou d'infirmière;
Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 7 mars 1991;